



## **ACCORD-CADRE DE SERVICES**

### **Règlement de la consultation**

#### **Pouvoir adjudicateur**

---

**Agence de l'eau Rhin-Meuse**

Adresse : Chemin du Longeau - BP 30019 - 57160 ROZERIEULLES

Téléphone : +33387344700

#### **Objet de la consultation**

---

### **Prestation de restauration collective à l'Agence de l'eau Rhin-Meuse**

#### **Date limite de remise des offres**

---

**Mardi 31 mars 2026 à 12h00**

## Sommaire

<b>1. Objet de l'accord-cadre.....</b>	<b>3</b>
1.1 Forme de l'accord-cadre.....	3
1.2 Durée de l'accord-cadre – Reconduction – Délais d'exécution.....	3
1.3 Nomenclature communautaire pertinente.....	3
1.4 Conditions particulières d'exécution du marché – Insertion par l'activité économique : ..	3
<b>2. Organisation de la consultation.....</b>	<b>4</b>
2.1 Procédure de passation.....	4
2.2 Dispositions relatives aux groupements.....	4
2.3 Variantes.....	5
2.4 Prestation supplémentaire éventuelle (PSE) obligatoire.....	5
2.5 Modification de détail des documents de la consultation.....	6
2.6 Délai de validité des offres.....	6
2.7 Visite des lieux d'exécution de l'accord-cadre.....	6
<b>3. Contenu du dossier de consultation.....</b>	<b>6</b>
<b>4. Retrait du dossier de consultation.....</b>	<b>6</b>
<b>5. Présentation des candidatures et des offres.....</b>	<b>7</b>
5.1 Éléments nécessaires à la sélection des candidatures.....	7
5.2 Éléments nécessaires au choix de l'offre.....	10
<b>6. Jugement des candidatures, des offres et attribution de l'accord-cadre.....</b>	<b>13</b>
6.1 Jugement des candidatures.....	13
6.2 Jugement des offres.....	13
6.3 Attribution de l'accord-cadre.....	15
<b>7. Conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres.....</b>	<b>16</b>
<b>8. Renseignements complémentaires.....</b>	<b>17</b>

# 1. Objet de l'accord-cadre

La consultation a pour objet une **Prestation de restauration collective à l'Agence de l'eau Rhin-Meuse**.

## 1.1 Forme de l'accord-cadre

La consultation ne fait pas l'objet d'une décomposition en lots.

Les prestations donneront lieu à un accord-cadre unique.

Les raisons du non allotissement de la consultation sont les suivantes : L'Agence de l'eau Rhin-Meuse, dans un souci de pouvoir pérenniser la restauration collective sur l'Eco'Parc, et devant le développement du télétravail, privilégie le regroupement des prestations en un seul lot afin d'en augmenter l'attractivité pour les candidats.

Les prestations feront l'objet d'un **accord-cadre fractionné à bons de commande** en application des articles R. 2162-2 et suivants, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique, et conformément au bordereau des prix (annexe de l'Acte d'engagement).

Les prestations de l'accord-cadre sont exécutées par l'émission de bons de commande successifs selon les besoins

Chaque bon de commande précise celles des prestations décrites dans l'accord-cadre dont l'exécution est demandée. Il en détermine la quantité.

Les montants minimum et maximum sont fixés au CCAP.

L'accord-cadre sera conclu avec un seul opérateur économique.

## 1.2 Durée de l'accord-cadre – Reconduction – Délais d'exécution

La durée de l'accord-cadre, les modalités de reconduction et les délais d'exécution figurent au CCAP n° 26MA41003.

## 1.3 Nomenclature communautaire pertinente

La référence aux nomenclatures européennes (CPC / CPV) associées à la présente consultation est la suivante :

Nomenclature	Code et libellé
CPV	55320000-9 – Services de distribution de repas
CPV	55322000-3 – Services d'élaboration (cuisson) de repas
CPV	55511000-5 – Services de cantine et autres services de cafétéria pour clientèle restreinte

## 1.4 Conditions particulières d'exécution du marché – Insertion par l'activité économique :

L'Agence de l'eau Rhin Meuse, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la

Commande Publique en incluant dans le présent marché, une **clause obligatoire d'insertion par l'activité économique**.

Le titulaire du marché devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Les différentes modalités envisageables pour la mise en œuvre de cette action d'insertion sont précisées au CCAP.

L'Agence de l'eau Rhin-Meuse a mis en place un dispositif d'accompagnement pour faciliter la mise en œuvre de la clause d'insertion décrit au CCAP.

***Les candidats ne sont pas autorisés à formuler dans leur offre des réserves sur la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique. Une offre qui ne satisferait pas à cette condition d'exécution sera déclarée non-conforme au motif du non-respect du cahier des charges.***

## 2. Organisation de la consultation

### 2.1 Procédure de passation

La présente consultation est passée dans le respect des dispositions des articles R. 2123-1 à R. 2123-7 du Code de la commande publique selon une **procédure adaptée ouverte avec négociation éventuelle**, librement définie par le pouvoir adjudicateur.

La négociation portera sur les points suivants : le prix des prestations, la valeur technique et les volets social et environnemental.

Le pouvoir adjudicateur procédera à l'analyse des offres des candidats sur la base des critères de sélection des offres et sélectionnera **les 4 premiers candidats avec lesquels il négociera**.

Conformément à l'article R. 2144-3 du Code de la commande publique, la vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles des candidats pourra être effectuée à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du marché.

À l'issue des négociations, le pouvoir adjudicateur retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse sur la base des critères de choix des offres définis dans l'avis et/ou dans le présent règlement de la consultation.

Il est à noter que la procédure adaptée relève des dispositions spécifiques de l'article R. 2123-1 3° du Code de la commande publique.

### 2.2 Dispositions relatives aux groupements

L'accord-cadre pourra être attribué à une seule entreprise ou à un groupement d'entreprises. Si l'accord-cadre est attribué à un groupement conjoint, le mandataire conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement.

Les candidats ont la possibilité de présenter pour l'accord-cadre plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

Les candidats ont la possibilité de présenter pour l'accord-cadre plusieurs offres en agissant en qualité de membres de plusieurs groupements.

## 2.3 Variantes

Il n'y a **pas de variante** prévue dans la consultation,

## 2.4 Prestation supplémentaire éventuelle (PSE) obligatoire

Dans le cadre du présent marché, le titulaire aura la **charge du nettoyage** des locaux tels que définis au CCTP ,

A ce titre, il est attendu que le candidat propose également une offre pour fournir l'ensemble des produits d'entretien nécessaires.

Ainsi la prestation supplémentaire éventuelle consiste en la fourniture, par le titulaire, des produits d'entretien (détergents, désinfectants, produits pour sols, surfaces, vitrerie, sanitaires, etc.) nécessaires au nettoyage des locaux dont il assure l'entretien, dans le respect des spécifications techniques, environnementales et de sécurité définies aux articles 15-1 et 17-2 du CCTP.

La réponse à cette PSE est **obligatoire**. Chaque candidat doit chiffrer distinctement cette prestation dans le bordereau des prix (annexe de l'acte d'engagement). **Toute offre ne comportant pas de réponse conforme sur cette PSE sera considérée comme irrégulière et écartée.**

### Modalités de présentation de la PSE :

Les candidats doivent :

- chiffrer le coût lié à la fourniture des produits d'entretien dans le BPU,
- attester que les produits proposés sont compatibles avec l'usage en restauration collective (normes d'hygiène, sécurité alimentaire, réglementation en vigueur, fiches de données de sécurité, etc.),
- respecter les exigences éventuelles du CCTP en matière d'écolabels, de limitation des produits nocifs ou de respect de l'environnement.

### Prise en compte dans l'analyse des offres

La PSE « fourniture des produits d'entretien » sera prise en compte pour le jugement des offres au titre du critère *Prix*.

Le prix mensuel TTC de la PSE figurant au BPU est ramené sur 12 mois dans le document de simulation. Il est cumulé avec le montant TTC de l'offre de base pour le jugement des offres avec PSE.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de ne pas retenir la PSE lors de la conclusion du marché.

## 2.5 Modification de détail des documents de la consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail aux documents de la consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base des documents modifiés sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude des documents de la consultation par les candidats, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 2.6 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la date limite de remise de l'offre finale.

## 2.7 Visite des lieux d'exécution de l'accord-cadre

Les candidats devront **obligatoirement procéder à une visite des lieux** d'exécution de l'accord-cadre.

Les visites se dérouleront sur site de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse les **vendredi 6 mars 2026 matin et lundi 9 mars 2026 matin**, après inscription obligatoire auprès de l'Agence de l'Eau (03 87 34 47 00).

À l'issue de cette visite obligatoire, une attestation de passage sera délivrée aux candidats. Cette attestation devra nécessairement être jointe à l'offre.

# 3. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les pièces suivantes :

- le présent **Règlement de la Consultation (RC)** et ses annexes,
- le **cahier des clauses administratives particulières (CCAP)** et annexes éventuelles,
- le **cahier des clauses techniques particulières (CCTP)** et ses annexes, dont seuls les exemplaires conservés dans les archives de l'administration font foi.
- les **annexes à l'acte d'engagement (\*)**, dont :
  - Le **bordereau des prix**, annexe n°1 à l'acte d'engagement (*cette pièce doit être remise sous le même format que le document d'origine joint au DCE*).
  - L'annexe n°2 à l'acte d'engagement « **Qualité et catégorie - Denrées** » (*cette pièce doit être remise sous le même format que le document d'origine joint au DCE*).

(\*) L'acte d'engagement sera envoyé uniquement à l'attributaire du marché.

## 4. Retrait du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur informe les candidats que le dossier de consultation est dématérialisé.

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) peut être consulté et téléchargé gratuitement à l'adresse suivante :

<https://www.eau-rhin-meuse.fr/marchespublics>

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le pouvoir adjudicateur, les opérateurs économiques devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Fichiers compressés au standard \*.zip (lisibles par Winzip, Quickzip) ;
- Adobe® Acrobat® \*.pdf (lisibles par le logiciel Adobe Reader) ;
- \*.doc ou \*.xls (lisibles par Microsoft Office ou OpenOffice) ;
- Rich Text Format \*.rtf ;
- Le cas échéant le format DWF (lisibles par les logiciels Autocad, ou des visionneuses telles que Autodesk DWF viewer, . . .).

Lors du téléchargement du dossier de consultation, il est recommandé à l'entreprise de créer un compte sur la plateforme de dématérialisation où il renseignera notamment le nom de l'organisme soumissionnaire, et une adresse électronique afin de pouvoir être tenue informée des modifications éventuelles intervenant en cours d'une procédure (ajout d'une pièce au DCE, envoi d'une liste de réponses aux questions reçues...).

Le candidat est informé que seul l'exemplaire du dossier de consultation détenu par le pouvoir adjudicateur fait foi.

## 5. Présentation des candidatures et des offres

**Les candidats auront à produire les pièces ci-dessous définies rédigées en langue française.**

### 5.1 Éléments nécessaires à la sélection des candidatures

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire les pièces suivantes :

#### 5.1.1 Situation juridique

- **Formulaire DC1 ou équivalent** : Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses cotraitants ;
- **Formulaire DC2 ou équivalent** : Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement ;
- **Formulaire DC4 ou équivalent** : Déclaration de sous-traitance, le cas échéant ;

### 5.1.2 Capacité

- **Références de service ou fournitures similaires** : présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.

*Une fiche descriptive de références est à compléter dans le cadre de réponse joint en annexe 2 au présent RC.*

- **Titre d'études et titres professionnels** : Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des personnes chargées de l'exécution des prestations ;

Le candidat décrit précisément les profils des personnels envisagés pour réaliser la prestation.

**Niveaux spécifiques minimaux exigés** : l'équipe du titulaire comprend **a minima** un sauveteur secouriste du travail ainsi qu'une personne avec une habilitation électrique H0B0.

- **Liste des moyens techniques** : déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature.

- **Déclaration de chiffre d'affaires** : déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique.

**Niveaux spécifiques minimaux exigées** : CA global minimal de 1.5 x le montant maximum du marché pour les 24 mois de la période ferme.

- **Attestation d'assurance** : déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels;

- **Certificats de contrôle qualité** : certificats établis par des instituts ou services officiels chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des fournitures par des références à certaines spécifications techniques.

Toutefois, d'autres preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité produites par les candidats sont acceptées, si ceux-ci n'ont pas accès à ces certificats ou n'ont aucune possibilité de les obtenir dans les délais fixés.

- **Fourniture du certificat ISO 22000 ou équivalent**, ou à défaut description de la démarche qualité du candidat en terme de sécurité alimentaire.

- **Déclaration d'effectifs** : déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.



### 5.1.3 Respect des obligations en matière environnementale.

**Respect de l'obligation de publication d'un bilan d'émission de gaz à effet de serre (BEGES)** pour toute entreprise de plus de 500 salariés en métropole ou plus de 250 salariés en outre-mer (article L229-25 du Code de l'environnement). *L'acheteur se réserve le droit d'exclure un candidat soumis à cette obligation et qui n'y satisferait pas.*

Le candidat pourra prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (sous-traitant notamment), il devra produire les pièces relatives à cet intervenant visées au présent article ci-dessus. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution de l'accord-cadre par un engagement écrit de l'intervenant.

En vertu de l'article R. 2143-16 du Code de la commande publique, dans le cadre de leur candidature, il est exigé que les candidats joignent une traduction en français aux éléments rédigés dans une autre langue.

Il est porté à l'attention des candidats que, conformément aux dispositions de l'article R. 2143-13 du Code de la commande publique, ils ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais :

- D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;
- D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Les candidats sont invités à utiliser le coffre-fort électronique disponible gratuitement depuis leur compte sur <https://www.eau-rhin-meuse.fr/marchespublics>

De plus, conformément aux dispositions de l'article R. 2143-14 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir au pouvoir adjudicateur les documents justificatifs et moyens de preuve qui ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Enfin, selon les dispositions de l'article R. 2143-4 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur accepte que les candidats présentent leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen, en lieu et place de la déclaration sur l'honneur et des renseignements mentionnés à l'article R. 2143-3.

Les candidats peuvent constituer ou réutiliser un DUME dans sa version électronique via l'une des url suivantes : <https://ec.europa.eu/tools/espd/> OU <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>.

Il est précisé que le pouvoir adjudicateur n'autorise pas les candidats à se limiter à indiquer dans le document unique de marché européen qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci.

#### Service DUME :

Cette consultation est éligible au dispositif 'Service DUME' accessible sur l'url suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/>

Par ce dispositif, les candidats postuleront à la consultation par le biais d'un DUME (Document Unique de Marché Européen). Ce DUME sera prérempli sur la base du seul numéro SIRET et permettra :

- De bénéficier d'une reprise des données légales de l'entreprise (raison sociale, adresse, mandataires sociaux) ;
- De bénéficier d'une reprise des données concernant la taille de l'entreprise et son chiffre d'affaires global ;
- D'attester du respect des obligations sociales et fiscales grâce à une requête automatisée auprès des administrations concernées (DGFIP, ACOSS).

Les autres informations éventuelles devront être complétées.

Attention, les candidats devront joindre leur offre technique et commerciale ainsi que les documents de la candidature qui ne seraient pas dans le formulaire DUME.

## 5.2 Éléments nécessaires au choix de l'offre

Pour le choix de l'offre, les candidats doivent produire les documents suivants :

- Le **bordereau des prix unitaires**, dûment complété qui constituera l'**annexe 1 à l'acte d'engagement** ;
- **L'annexe 2 à l'acte d'engagement: « Qualité et catégories denrées »**, dûment complétée ;
- La **simulation** dûment complétée, **fournie en annexe 3 au présent règlement** ;
- L'**attestation de visite de site** ;
- *De plus, en vertu de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, dite loi « Climat et résilience », le candidat doit respecter la saisonnalité des fruits et légumes et la saisonnalité des poissons et produits de la mer (produits frais uniquement), aussi il est demandé la production du :*
  - ➔ **Calendrier de saisonnalité des fruits et légumes** sur lequel le candidat s'engage ;
  - ➔ **Calendrier de saisonnalité des poissons et produits de la mer** sur lequel le candidat s'engage ;

- Un **mémoire technique**, qui comprendra notamment des éléments sur les points suivants :

→ **Organisation pour le démarrage de la prestation**

Le candidat précisera la manière dont il compte **prendre en main et démarrer la prestation** (moyens, méthodes, ...) afin de satisfaire aux exigences de la présente consultation, Il décrira le calendrier qui lui est nécessaire pour une telle prise en main, les conditions de réussite du démarrage de la prestation, et ses éventuelles exigences.

→ **Organisation et répartition des tâches, et description de la suppléance**

Le candidat précisera l'identification, le nombre, les qualifications, compétences, niveaux de responsabilité et expériences des personnels qu'il entend affecter à la prestation confiée et détaille **l'organisation et la répartition des tâches** qui y concourent.

Ces personnels doivent avoir une bonne expérience en matière de prestations de service de restauration collective, pour la préparation et la distribution de 70 à 120 couverts / jour.

De plus le candidat expliquera son organisation selon les modalités décrites au CCTP en cas de remplacement de personnel.

Le candidat précisera également comment les heures de travail de son personnel (heures supplémentaires éventuelles comprises) sont enregistrées ou déclarées.

→ **Qualité des denrées :**

Dans son offre, le candidat devra **démontrer sa capacité à fournir en quantités suffisantes les produits durables, de qualité et bio répondant aux critères de la loi EGalim.**

A l'appui de son offre en produits de qualité et durables et en produits issus de l'agriculture biologique, le candidat est tenu de fournir les moyens de preuve appropriés. **Ces produits seront clairement identifiés dans l'annexe 2 de l'acte d'engagement.**

→ **Informations des convives :**

Le candidat décrira l'organisation mise en place pour fournir une information détaillée et conforme au CCTP **sur les allergènes**, et sur les produits proposés, notamment sur les catégories de produits suivants : produits sans gluten, produits issus de l'agriculture biologique, produits locaux, et produits issus du commerce équitable. Il détaillera également comment il entend donner une information permettant aux convives de composer un repas équilibré (exemple de menu, information sur les calories, ...).

→ **Qualité des menus :**

Pour les prestations « traiteurs » et les 2 types de menus suivants : « menu affaires » et « cocktail déjeunatoire debout », **le candidat fournira 3 propositions de menus pour chacun.**

→ **Qualité de la prestation « vente à emporter »**

Le candidat explicitera les conditions de mise en œuvre de la prestation « **Vente à emporter** » (délai de prévenance minimum...) ainsi que les modalités de commande (téléphone, site internet...), le choix (gamme de produits proposés...), la fréquence de renouvellement de ce choix (« carte » annuelle, mensuelle, autre...), et les grammages éventuels.

→ **Qualité des animations :**

Le candidat détaillera **les animations** (et leur fréquence) qu'il s'engage à organiser, tels que des événements originaux autour de la gastronomie ou des produits (cuisine différente, journées ou semaine régionale ou nationale, buffets régionaux ou exotiques, ...).

→ **Gestion du système d'encaissement**

Le candidat décrira **son système d'encaissement**, et y précisera les éventuels prérequis techniques nécessaires à l'installation de ses équipements. Il y expliquera aussi les moyens de paiement (ou de recharge de compte) mis à disposition des convives, et notamment la possibilité d'un système de paiement en ligne via une application dédiée et sécurisée et un compte personnel nominatif.

→ **Suivi et écoute client**

Le candidat présentera les moyens qu'il entend mettre en œuvre pour recueillir les **avis des consommateurs** (cahier/registre de doléances ou de suggestions, site internet, baromètre de satisfaction, client mystère, etc.). Il précisera le rythme de réalisation de ces enquêtes et les modalités de communication des résultats à l'Agence et aux convives.

→ En cas de **force majeure / événement indésirable** (interruption dans la fourniture d'énergie, dysfonctionnement des agencements et des matériels, vol de matériel par effraction, détérioration des installations, mouvement social externe au titulaire empêchant une prestation dans des conditions normales, etc.), le candidat développera explicitement les moyens de substitution qu'il prévoit pour pallier ces situations.

→ **Restitution des résultats, rapportage, protocole de sécurité et plan de progrès**

Le candidat fournira un **modèle de compte rendu technique et financier** qu'il utilisera durant l'exécution des prestations dans ses relations avec l'Agence ainsi qu'un **modèle de plan de progrès**.

Il indique aussi le rythme et les modalités de suivi qu'il propose de mettre en place conformément au CCTP, et il décrira **l'outil de suivi du respect des dispositions de la Loi EGALIM et de la Loi Climat et Résilience telles que prévues au CCTP** (article 19.2) .

Le candidat fournira un **modèle de protocole de sécurité** pour les opérations de livraison.

- Une **note relative à la Sécurité des approvisionnements**, apportant des réponses aux spécifications suivantes :
  - Dans le cadre de ce marché, il est visé une **livraison des poissons dans un délai de 3 jours ouvrés** après la débarque ou l'abattage, ceci afin de garantir une fraîcheur de l'aliment et de maximiser la sécurité alimentaire. Aussi, le candidat doit s'engager dans son offre sur le nombre maximum de jours ouvrés séparant la débarque de la livraison.
  - Dans le cadre de ce marché, une attention particulière est portée à la **nourriture des poissons, afin de tendre vers une absence totale d'OGM**. Idéalement, un approvisionnement exclusif en poissons sauvages frais et surgelés est visé. Et pour les poissons d'élevage frais et surgelés, l'absence d'OGM dans la nourriture devra être privilégiée. Il est attendu du candidat des propositions reflétant la réalité de ce qui sera livré sur la totalité du marché.

- Le candidat devra décrire les **mesures de gestion des risques** mises en œuvre pour l'exécution du marché. Le candidat détaillera en particulier le risque de rupture d'approvisionnement ou de pénurie totale ou partielle de matières premières (denrées alimentaires). Il démontrera l'organisation mise en place afin de garantir la sécurité et la continuité des approvisionnements en denrées, à tout moment de l'exécution du contrat, et tout particulièrement dans certaines circonstances (crise sanitaire, fermeture des frontières d'un État dans lequel sont produites les denrées...).
- **L'annexe 4 (au règlement de consultation) de Démarche « Volet RSE-social », dûment complétée ;**
- **L'annexe 5 (au règlement de consultation) de Démarche « Volet environnemental », dûment complétée .**

***NB :** Le candidat précisera également la nature et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ainsi que la liste des sous-traitants qu'il se propose de présenter à l'agrément et à l'acceptation du pouvoir adjudicateur.*

Le CCAP et les documents remis par le pouvoir adjudicateur, à l'exception de ceux visés ci-dessus et leurs annexes, ne sont pas à remettre dans l'offre. Seuls les documents détenus par le pouvoir adjudicateur font foi.

## **6. Jugement des candidatures, des offres et attribution de l'accord-cadre**

### **6.1 Jugement des candidatures**

Les critères relatifs à la candidature et intervenant pour la sélection sont les **capacités techniques, financières, professionnelles et environnementale (BEGES)**.

### **6.2 Jugement des offres**

Les critères intervenant pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critère	Détail
<b>Prix 35 %</b>	<p>Ce critère est noté selon la formule de notation suivante :  <math display="block">\text{Note du Prix} = (\text{Montant TTC de l'offre la plus basse} / \text{Montant TTC de l'offre examinée}) \times 100 \text{ points}</math> <i>Le montant de l'offre sera celui figurant sur la simulation,</i></p> <p><i>Pour l'analyse des offres avec PSE, au montant TTC figurant sur la simulation, il sera ajouté le montant de la PSE figurant sur le BPU ramené sur 12 mois.</i></p>
<b>Technique 35 %</b>	La notation est établie sur 100 points au regard des informations fournies dans le <b>Mémoire technique</b>
<b>Sécurisation des approvisionnements 10 %</b>	La notation est établie sur 100 points au regard des informations fournies dans la note de <b>Sécurisation des approvisionnements</b>
<b>Environnemental 15 %</b>	<p>La notation est établie sur 100 points au regard des informations fournies dans le cadre de réponse en <b>annexe 5 au présent RC</b>, et répartie selon les sous-critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- valorisation du circuit court : <i>30 points</i></li> <li>- lutte contre le gaspillage alimentaire : <i>30 points</i></li> <li>- produits transformés contenant de la viande « née, élevée, abattue dans un même pays » : <i>10 points</i></li> <li>- autres critères environnementaux (politique de déplacements, capacité de fourniture en produits issus du commerce équitable, politique de recours en matière de consommables à usage unique et en matière de reconditionnement réutilisable, tri des déchets recyclables) : <i>30 points</i></li> </ul>
<b>RSE-Social 5 %</b>	La notation est établie sur 100 points au regard des informations fournies dans le cadre de réponse en <b>annexe 4 au présent RC</b>

### *Précision sur l'analyse des offres :*

L'appréciation de chaque critère autre que celui du prix conduit à une notation des offres régulières sur 100. Après notation individuelle de chaque offre, si aucune d'entre elle n'obtient la note maximale de 100/100, la meilleure offre pour chacun des critères (autres que celui du prix) se verra automatiquement attribuée la note maximale de 100/100. Les notes suivantes seront elles aussi revalorisées, selon une règle de 3, par référence à la meilleure note.

Les modalités de la négociation sont définies à l'article *Procédure de passation*.

Le pouvoir adjudicateur écartera les offres inappropriées, et procédera à une sélection, après un premier classement opéré sur la base des critères définis ci-dessus, des **4 candidats classés aux 4 premières places et dont l'offre obtient une note de valeur technique minimale de 50/100** (avant application de la revalorisation et de la pondération), qui seront éventuellement admis à négocier.

Après négociation éventuelle avec ces 4 candidats (sauf insuffisance de candidats), le pouvoir adjudicateur choisira l'offre économiquement la plus avantageuse.

Sera déclarée comme irrégulière une offre qui, tout en apportant une réponse au besoin du pouvoir adjudicateur, est incomplète ou ne respecte pas les exigences formulées au sein des documents de la consultation.

### **6.3 Attribution de l'accord-cadre**

La réglementation ne fait plus obligation à l'opérateur économique, soumissionnant seul ou sous forme de groupement, de signer son offre. Toutefois, **la signature de l'offre du candidat attributaire devra impérativement intervenir au plus tard à l'attribution de l'accord-cadre.**

Conformément à l'article R. 2144-7 du Code de la commande publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre devra fournir les documents qui justifient qu'il n'entre pas dans les cas d'interdiction de soumissionner dans un **délai de 5 jours** à compter de la demande du pouvoir adjudicateur.

À défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé.

Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que l'accord-cadre ne lui soit attribué.

Afin de simplifier et de sécuriser les démarches administratives du titulaire, l'Agence de l'eau Rhin-Meuse met gracieusement à sa disposition une plate-forme en ligne [Aproval](https://www.aproval.com) (ex E-attestations.com) qui lui permettra de déposer l'ensemble des documents administratifs préalables à la notification. Pour ce faire, le moment venu, le titulaire se verra adresser une clé d'identification pour y accéder. L'Agence n'acceptera pas d'autres mode de transmission des pièces précitées.

Aussi, seul le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra fournir l'acte d'engagement revêtu d'une signature, de préférence électronique, du représentant légal ayant le pouvoir d'engager la société.



A cet effet, le pouvoir adjudicateur renseignera les différentes rubriques de l'acte d'engagement avant de l'adresser, non revêtu de sa signature, à l'opérateur économique ou au mandataire du groupement d'opérateurs auquel il est envisagé d'attribuer le marché. Celui-ci remplit alors les rubriques qui n'ont pu être renseignées par le pouvoir adjudicateur, le signe et le retourne à ce dernier.

Si l'opérateur économique se présente seul, l'acte d'engagement doit être signé par le candidat individuel.

En cas de groupement, l'acte d'engagement doit être signé :

- Soit par tous les membres du groupement, en l'absence de mandataire habilité à signer l'offre du groupement ;
- Soit par le mandataire qui a reçu mandat pour signer l'offre du groupement ; les pouvoirs émanant des autres membres du groupement doivent alors être produits en annexe de l'acte d'engagement.

En cas de sous-traitance, il sera demandé au candidat de renseigner également le DC4 (formulaire de la DAJ dans sa version la plus récente).

**Par ailleurs, dans le cadre de ses engagements en matière de responsabilité sociétale des entreprises (RSE)**, l'Agence de l'eau Rhin-Meuse souhaite affiner l'évaluation RSE de ses tiers. Cette démarche est automatiquement réalisée, postérieurement à l'attribution du marché, via la plate-forme E-Attestations. Aussi, le titulaire pressenti sera également **invité à compléter le questionnaire de maturité de sa démarche RSE** accessible en ligne sur la plateforme.

Cette démarche ne dispense pas les candidats de fournir la note RSE mentionnée à l'article « *Éléments nécessaires au choix de l'offre* », faute d'irrégularité de l'offre.

## 7. Conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres

La transmission des documents par voie électronique ne peut être réalisée qu'à l'adresse suivante : <https://www.eau-rhin-meuse.fr/marchespublics>

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Lors du dépôt de son offre sur la plateforme de dématérialisation, le candidat devra tenir compte de la taille maximale techniquement permise de 1 Go.

### Formats de fichiers acceptés :

En cas de transmission de réponse par voie électronique, les documents fournis doivent être dans l'un des formats suivants, sous peine d'irrecevabilité de l'offre :

- Format bureautique propriétaire de Microsoft compatible avec la dernière version disponible (.doc, .xls et .ppt) ;
- Format texte universel (.rtf) ;
- Format PDF (.pdf) ;
- Formats images (.gif, .jpg et .png) ;
- Format pour les plans (.dxf et .dwg).



Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

#### Copie de sauvegarde :

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde :

- Soit par voie électronique ;
- Soit sur support physique électronique (CD-Rom, DVD-Rom, clé USB) ;
- Soit sur support papier ;
- Soit par voie dématérialisée (conformément aux exigences fixées dans l'annexe 8 du Code de la commande publique suite à l'arrêté du 14 avril 2023).

La copie de sauvegarde, si elle est adressée par voie électronique, est transmise au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électronique prévus par les dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique, ainsi que de l'arrêté du 14 avril 2023 (annexe 8 du Code de la commande publique).

La copie de sauvegarde, si elle est adressée sur support papier ou sur support physique électronique, doit être transmise sous pli scellé, comporter obligatoirement, la mention : « *copie de sauvegarde* », ainsi que l'identification de la procédure concernée et les coordonnées de l'entreprise, à l'adresse ci-dessous :

Agence de l'eau Rhin-Meuse  
Direction des Achats et du Patrimoine  
Chemin du Longeau  
BP 30019  
57160 ROZERIEULLES

Les documents de la copie de sauvegarde doivent être signés (pour les documents dont la signature est obligatoire). Si le support physique choisi est le support papier, la signature est manuscrite. Si le support physique choisi est électronique, la signature est électronique.

Cette copie de sauvegarde pourra être ouverte dans les cas décrits à l'article 2 II de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Les plis contenant la copie de sauvegarde, non ouverts, seront détruits à l'issue de la procédure par le pouvoir adjudicateur.

## **8. Renseignements complémentaires**

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires relatifs à cette consultation, les candidats devront faire parvenir en temps utile leur demande :

- De manière électronique, exclusivement sur la plateforme de dématérialisation, sur l'URL suivante : <https://www.eau-rhin-meuse.fr/marchespublics>

Seules les demandes adressées **au plus tard le Vendredi 13 mars 2026 (minuit)** feront l'objet d'une réponse de la part du pouvoir adjudicateur.

Une réponse sera adressée **au plus tard le Jeudi 19 mars 2026 (minuit)** aux candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sur la plateforme de dématérialisation après s'être préalablement identifiés.

Concernant les informations relatives à la remise des offres dématérialisées, il convient de se reporter à l'article *Conditions d'envoi et de remise des candidatures et/ou des offres* du présent document.

# ANNEXE : EXIGENCES RELATIVES AU CERTIFICAT DE SIGNATURE

## Certificat de signature :

Le certificat de signature du signataire doit être conforme au règlement « eIDAS » ou équivalent et respecter le niveau de sécurité exigé. Le RGS (référentiel général de sécurité) est remplacé par le règlement « eIDAS » depuis le 1er octobre 2018.

Néanmoins, les candidats disposant déjà d'un certificat « RGS », celui-ci reste utilisable jusqu'au terme de sa période de validité.

### **- Cas 1 : Certificat émis par une Autorité de certification « reconnue » - Aucun justificatif à fournir**

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans la liste de confiance suivante :

<https://www.ssi.gouv.fr/administration/visade-securite/visas-de-securite-le-catalogue/>

Les candidats européens trouveront également la liste complète des prestataires sur la liste de confiance tenue par la Commission européenne :

<https://webgate.ec.europa.eu/tl-browser/#/tl/FR>

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

### **- Cas 2 : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance - Différents justificatifs à fournir**

La plateforme de dématérialisation accepte tous les certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du Référentiel général de sécurité (RGS) et « eIDAS ».

Le candidat s'assure par lui-même que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité défini par le Référentiel général de sécurité (RGS) ou « eIDAS », et en fournit les justificatifs dans sa réponse électronique.

Le candidat fournit également tous les éléments techniques permettant au pouvoir adjudicateur de s'assurer de la bonne validité technique du certificat utilisé.

Ainsi, le signataire doit transmettre avec sa réponse électronique les éléments suivants :

- a) tout élément permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature (preuve de la qualification de l'Autorité de certification, politique de certification, adresse du site internet du référencement de l'Autorité de

certification) ;

b) les outils techniques de vérification du certificat (chaîne de certification complète jusqu'à l'Autorité de Certification racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation des certificats).

Il est précisé que tous ces éléments doivent être d'accès et d'utilisation gratuits pour l'acheteur, et être accompagnés le cas échéant de notices d'utilisation claires.

Outil de signature utilisé pour signer les fichiers :

La réglementation autorise le soumissionnaire à utiliser l'outil de signature de son choix.

**- Cas 1 : Le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la plate-forme - Aucun justificatif à fournir**

La plate-forme intègre un outil de signature électronique, qui réalise des Jetons de signature au format réglementaire XAdES.

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur les signatures électroniques transmises et l'outil de signature utilisé.

**- Cas 2 : Le soumissionnaire utilise un autre outil de signature que celui intégré à la plate-forme - Différents justificatifs à fournir**

Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui de la plate-forme, il doit respecter les deux obligations suivantes :

a) Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES ;

b) Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Il est précisé que tous ces éléments doivent être d'accès et d'utilisation gratuits pour l'acheteur, et être accompagnés le cas échéant de notices d'utilisation claires.